

Commune de FOISSIAT

DEPARTEMENT DE L'AIN

PLAN LOCAL D'URBANISME

MODIFICATION n°3

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme



1 – Additif au Rapport au Présentation

Novembre 2017

PLU approuvé le 22 Mars 2012
Modification simplifiée n°1 approuvée le 15 janvier 2015
Modification simplifiée n°2 approuvée le 19 mai 2017
Révision avec examen conjoint n°1 prescrite le

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour, Le Maire,	Modification approuvée le
--	---------------------------



SOMMAIRE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE	2
PRESENTATION GENERALE	3
MODIFICATION DU REGLEMENT	6
MODIFICATION DU ZONAGE	14
MODIFICATION DE LA LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES	15
CONCLUSION	16

Contexte réglementaire

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la **FOISSIAT** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa modification n°3, conformément aux dispositions de l'article 153-41 du Code de l'Urbanisme.

Article L153-41 :

« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

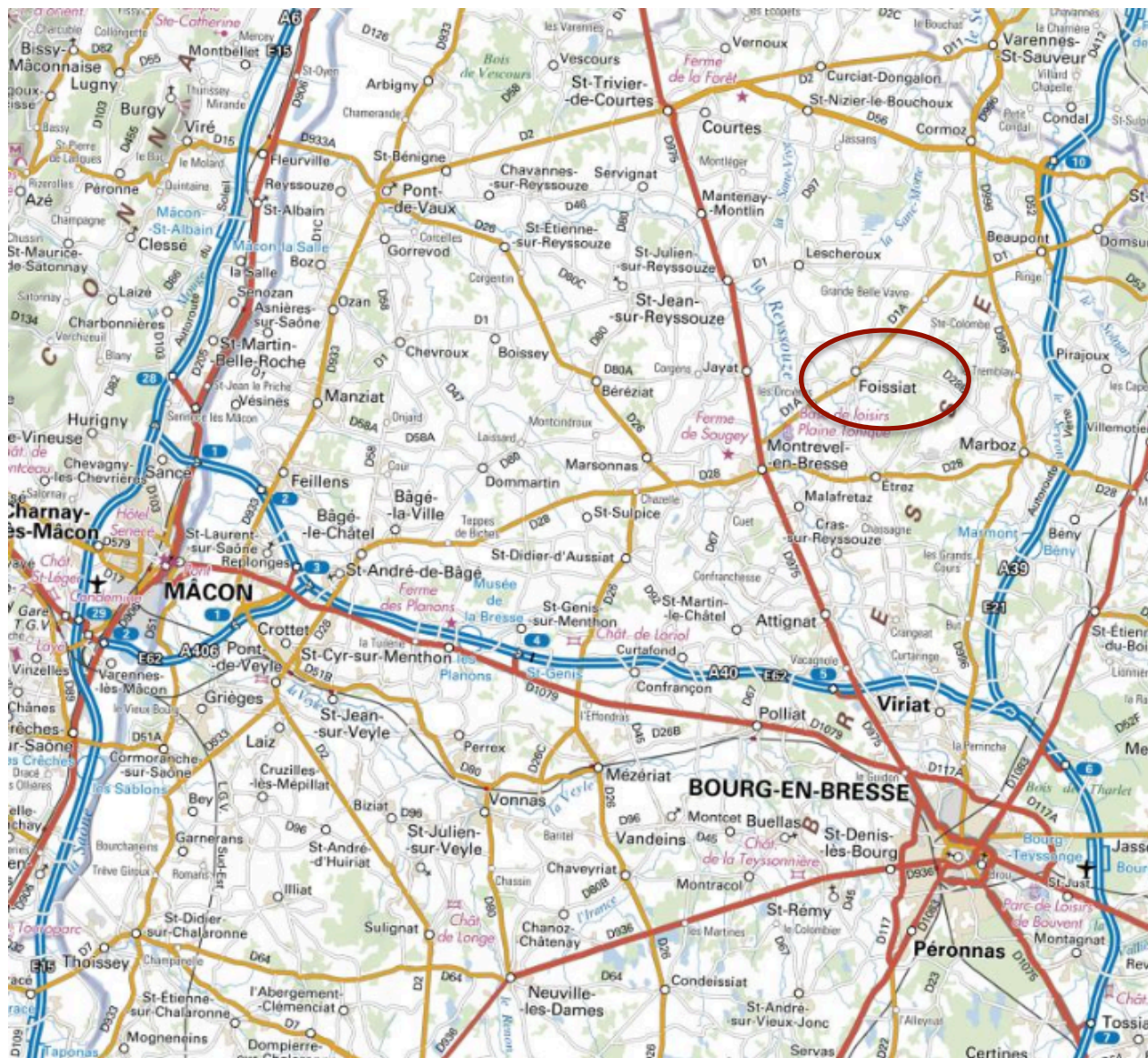
- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.»*

Présentation générale

La situation

La commune de **FOISSIAT** se situe dans le département de l'Ain, au Nord des agglomérations de Mâcon et de Bourg-en-Bresse.

Le territoire communal présente une superficie importante de 4036 hectares pour une population de 2029 habitants (chiffre Insee 2014). Il est traversé du Nord au Sud par un affluent de la Saône, la Reyssouze.



Source : www.geoportail.fr

Autour d'un centre bourg ancien, le village s'est développé sous forme de hameaux et d'habitat dispersé. Cette structure urbaine est historique sur la commune (cf-Carte de l'état major du XIXème siècle) notamment en lien avec la présence de nombreux sites agricoles.

Cette activité agricole est aujourd'hui encore particulièrement dynamique sur le territoire communal avec 37 sièges d'exploitation en activité et des appellations d'origine contrôlée pour les poulets de Bresse ainsi que le beurre et la crème de Bresse.

Enfin, la commune bénéficie d'une bonne desserte viaire avec à l'Est la RD975 et à 15 km au Sud, l'accès à l'autoroute A40.



Source : www.geoportail.fr

Historique du document d'urbanisme de la commune

La commune de **FOISSIAT** dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 Mars 2012.

Elle a conduit plusieurs procédures permettant de faire évoluer son document.

La plus récente approuvée en 19 mai 2017 une modification simplifiée n°2, ayant pour objet d'apporter des modifications de diverses dispositions du règlement écrit du PLU.

Certains des éléments de la modification simplifiée N°2 ont fait l'objet d'une remarque de l'Etat indiquant qu'ils ne relevaient pas de la procédure de modification simplifiée mais d'une modification au titre de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme et qu'ils devaient être soumis à enquête publique.

Par ailleurs, les évolutions proposées en zones A et N entraînent une saisine obligatoire de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricole et Forestiers (CDPENAF), qui n'a pas été conduite lors de la modification simplifiée n°2.

La commune a décidé de réaliser une modification afin prendre en compte ces éléments.

D'autre part, elle profite de cette procédure pour faire évoluer certaines dispositions réglementaires applicables aux extensions en zone UX et pour mettre à jours la liste des emplacements réservés définie dans le PLU actuel.

Enfin, une procédure de révision allégée est conduite simultanément, afin de permettre l'évolution d'un site accueillant une activité d'artificier en zone naturelle du PLU.

Les raisons de la modification

Les corrections envisagées pour le règlement écrit portent sur les points suivants :

- Apporter plus de souplesse pour l'implantation des constructions en zone UX et 1AUX;
- Préciser dans les zones A et N les conditions de surfaces maximale autorisées pour les extensions des constructions à usage d'habitation (nécessaires ou non à l'activité agricole);
- Augmenter la surface maximale autorisée des dépendances aux constructions admises dans les zones A et N (liées ou non à l'activité agricole).

Les corrections envisagées pour le zonage portent sur les points suivants :

- Suppression d'une partie de l'emplacement réservé n°1 « aménagement d'espaces de sport et de loisirs ».
- Suppression de l'emplacement réservé n°2 « aménagement d'un espace vert public ».
- Suppression de l'emplacement réservé n°11 « création d'un accès pour la zone d'urbanisation future 2AU ».

La liste des emplacements réservés sera mise à jour en conséquence.

Modification du règlement

Article 2 des zones UX et 1AUX – Faciliter l'évolution des bâtiments d'activités existants

Les zones UX et 1AUX correspondent à des zones ayant pour vocation l'accueil d'activités.

L'article 2 du règlement de ces zones permet l'évolution des activités existantes de la manière suivante :

« Sont admises les occupations et utilisations du sol suivantes si elles répondent aux conditions rappelées au second paragraphe :

(...)

- **L'aménagement et l'extension mesurée** des constructions existantes sous réserve qu'elle n'ait pas pour objet un changement de destination contraire au statut de la zone
- Les constructions à usage de dépendance (...) »

Cependant, afin de conserver les activités existantes sur la commune il est souhaitable que l'évolution des bâtiments à usage d'activité soit favorisée par le règlement du PLU.

Pour cela, la notion d'extension « mesurée » est supprimée.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 2 sera :

ARTICLE UX et 1AUX 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES ADMISES SOUS CONDITIONS

«(…)

*- L'aménagement et l'extension **mesurée** des constructions existantes sous réserve qu'elle n'ait pas pour objet un changement de destination contraire au statut de la zone*

- (…) »

Articles 6 des zones UX et 1AUX – Faciliter l'implantation d'activités nouvelles et l'évolution des activités existantes

1 - Certain secteurs identifiés en zones UX et 1AUX sont localisés en limite de routes départementales. C'est le cas notamment de la zone située au Sud du centre bourg, de part et d'autre de la D1a.

Cela a des conséquences sur les règles d'implantation des constructions par rapport aux limites sur voies et emprises publiques. En effet, l'article UX6 du règlement indique que :

« - Les constructions doivent être implantées en retrait par rapport aux voies selon les modalités suivantes :

o RD : 10 mètres par rapport à l'alignement

o Autres voies : 5 mètres par rapport à l'alignement existant ou à créer »

- *Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :*
 - o pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.*
 - o pour les installations et bâtiments liés ou nécessaires aux services publics,*

*leurs concessionnaires ou les organismes exerçant une activité d'intérêt général, s'ils ne sont pas une gêne pour la sécurité.
o en cas de reconstruction à l'identique à condition qu'elle ne génère pas de problèmes de visibilité ou de sécurité. »*

Cette rédaction qui impose un retrait de 10 mètres par rapport aux routes départementales tient compte des risques liés à la présence d'une circulation importante sur ces axes.

Cependant, cette règle très stricte peut-être préjudiciable pour l'évolution des existantes.

Par conséquent et afin d'introduire une cohérence dans le règlement, il est proposé d'assouplir la règle imposant un retrait des constructions de 5 mètres le long des « autres voies ».

Ainsi, il est proposé de modifier le règlement de l'article UX6 et 1AUX6, en permettant une implantation différente pour les extensions de bâtiments existants, à condition :

- que le bâtiment faisant l'objet de l'extension soit déjà implanté avec un retrait inférieur à 10 mètres le long des RD et à 5 mètres le long de autres voies ;
- que l'extension se fasse dans le prolongement de l'existant, sans venir « aggraver » la situation de retrait existante ;
- que l'extension ne génère pas de problème de visibilité ou de sécurité.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 6 sera :

ARTICLE UX et 1AUX 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

(...)

- Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :

o pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.

o pour les installations et bâtiments liés ou nécessaires aux services publics, leurs concessionnaires ou les organismes exerçant une activité d'intérêt général, s'ils ne sont pas une gêne pour la sécurité.

o en cas de reconstruction à l'identique à condition qu'elle ne génère pas de problèmes de visibilité ou de sécurité.

o pour l'extension des constructions existantes ne respectant pas la règle prévue à condition que l'extension ne réduise pas les reculs existants et qu'elle ne génère pas de problèmes de visibilité ou de sécurité. »

Articles 7 des zones UX et 1AUX – Faciliter l'implantation d'activités nouvelles et l'évolution des activités existantes

Certaines zones UX et 1AUX possèdent des limites séparatives conjointes avec des zones dédiées à l'habitat (UA, UB et UC) et des limites séparatives conjointes avec des zones naturelles ou agricoles (N ou A).

Les conséquences de l'implantation d'une nouvelle activité ou l'extension d'une activité existante ne seront pas les mêmes suivant que l'on se trouve dans l'une ou l'autre des situations précitées.

Actuellement, quelque soit la situation, les articles UX7 et 1AUX7 proposent la règle suivante :

« - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points **sans pouvoir être inférieure à 5 mètres**
($D=H/2$ avec $D \geq 5$).

- Toutefois, les constructions peuvent être implantées en limite séparative dans les cas suivants :

- o elles constituent des bâtiments annexes à usage de dépendances (garage, abris ...) dont la hauteur sur limite n'excède pas 3,50 m comptés à partir du sol naturel avant travaux,
- o elles s'appuient sur des constructions préexistantes elles-mêmes édifiées en limite séparatives sur le tènement voisin,
- o elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées »

Afin d'assouplir la règle générale de recul par rapport aux limites séparatives pour permettre une implantation différenciée des constructions suivant que l'on se trouve en limite de zones habitées ou non, il est proposé de faire évoluer le règlement des articles UX7 et 1AUX7.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 7 sera :

ARTICLE UX et 1AUX 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

« - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points **sans pouvoir être inférieure à 5 3 mètres**
($D=H/2$ avec $D \geq 5 \text{ 3}$)

~~- Toutefois, les constructions peuvent être implantées en limite séparative dans les cas suivants :~~ **des implantations différentes peuvent être admises sans les cas suivants :**

o les constructions sont situées sur une limite séparative contigüe à une zone non dédiée à l'habitat (UA, UB, UC , 1AU, 2AU),

o elles constituent des bâtiments annexes à usage de dépendances (garage, abris ...) dont la hauteur sur limite n'excède pas 3,50 m comptés à partir du sol naturel avant travaux,

o elles s'appuient sur des constructions préexistantes elles-mêmes édifiées en limite séparatives sur le tènement voisin,

o elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées »

Article 2 de la zone A – Offrir plus de constructibilité pour l'évolution des bâtiments agricoles et d'habitation existants

1- Les extensions :

L'article 2 de la zone A offre des possibilités d'extension des constructions à usage d'habitation existantes de la manière suivante :

« Dans la zone A, sont admis à condition d'être nécessaires à l'activité agricole :
(...) »

- **L'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la limite maximale de 100 m² de surface de plancher supplémentaire. (...) »**

Cependant, afin d'offrir plus de capacité d'évolution des bâtiments d'habitation existants nécessaires ou non à l'activité agricole sans pour autant engendrer nécessairement une plus grande consommation d'espaces agricoles, il est proposé d'accepter des extensions de 100 m² d'emprise au sol au lieu de 100 m² de surface de plancher.

En effet, la règle existante peut déjà conduire à créer une emprise au sol de 100 m², la nouvelle règle offre simplement la possibilité d'augmenter la surface de plancher.

La surface de plancher de l'habitation après extension ne dépassera pas 250 m².

Enfin, comme cela est rendu possible suite à la loi Macron, cette règle sera ajoutée au paragraphe suivant de l'article A2 du PLU qui régleme les constructions non nécessaires à l'activité agricole admises en zone A, sous condition de ne pas remettre en cause, notamment du fait de leur importance, le caractère agricole de la zone.

Une seule règle s'appliquera donc désormais à l'ensemble des bâtiments à usage d'habitation en zone agricole.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 2 sera :

ARTICLE A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

« (...) »

Dans la zone A, sont admis à condition d'être nécessaires à l'activité agricole :

(...) »

~~- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la limite maximale de 100 m² de surface de plancher supplémentaire.~~

- L'extension des constructions à usage d'activité existantes

- (...) »

Dans la zone A, sont admis à condition de ne pas remettre en cause, notamment du fait de leur importance, le caractère agricole de la zone :

- Les constructions à usage de piscine lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément fonctionnel à une construction existante.

- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la limite maximale de 100 m² d'emprise au sol supplémentaire et à condition que la surface de plancher globale après extension ne dépasse pas 250 m² de surface de plancher.

- (...) »

2 - Les dépendances :

L'article 2 de la zone A offre des possibilités de création de dépendances lorsqu'elles constituent un complément fonctionnel à une construction à usage agricole. Cet article est rédigé de la manière suivante :

« Dans la zone A, sont admis à condition d'être nécessaires à l'activité agricole :
(...) »

Les constructions à usage de dépendance de 20 m² maximum lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément fonctionnel à une construction à usage agricole existante. »

Cependant, cette règle paraît très restrictive si l'on considère les dimensions généralement très importantes des bâtiments à usage agricole, liées directement aux besoins de l'activité.

De ce fait, il est proposé de supprimer la règle pour les dépendances à une construction à usage agricole. Elles sont donc autorisées sans condition.

Par ailleurs, le règlement de la zone A n'offre pas la possibilité actuellement d'édifier des annexes pour les constructions à usage d'habitation existantes liées ou non à l'activité agricole. Il semble donc intéressant d'apporter cette possibilité.

Cependant, afin de conserver le caractère fonctionnel à l'habitation de l'annexe, celles-ci, seront limitées à 50 m² d'emprise au sol, elles devront s'implanter à une distance maximale par rapport au bâtiment d'habitation de 30 m et elles seront limitées à 3,50 m de hauteur.

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 2 sera :

ARTICLE A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

«(...)»

Dans la zone A, sont admis à condition d'être nécessaires à l'activité agricole :
(...) »

- Les constructions à usage de dépendance de ~~20~~ 50 m² d'emprise au sol maximum lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément fonctionnel à une construction à usage agricole existante. (...) »

Dans la zone A, sont admis à condition de ne pas remettre en cause, notamment du fait de leur importance, le caractère agricole de la zone :

- Les constructions à usage de piscine lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément fonctionnel à une construction existante.

- Les constructions à usage de dépendance, lorsqu'elles constituent sur un terrain considéré un complément fonctionnel à une construction à usage d'habitation (liée ou non à une activité agricole). Celles-ci devront être implantées dans un rayon de 30 m autour de l'habitation existante, ne pas dépasser 50 m² d'emprise au sol et mesurer 3,50 m de hauteur à l'égout du toit maximum.

- (...) »

Article 2 de la zone N – Offrir plus de constructibilité pour l'évolution des bâtiments agricoles et d'habitation existants

1 -Les extensions :

L'article 2 de la zone N offre des possibilités d'extension des constructions existantes de la manière suivante :

« - *Dans les zones N et Nh : les travaux suivants concernant les constructions existantes, à condition qu'il n'y ait plus de bâtiments d'exploitation agricole en activité à moins de 100 mètres :*

(...)

- ***l'extension des constructions existantes, avec ou sans changements de destination, dans la limite maximale de 100 m² de surface de plancher supplémentaire.*** »

D'une part, cette règle est contraire aux dispositions de l'article L151-12 du code de l'urbanisme qui dispose que la possibilité d'extension en zone naturelle n'est admise que pour les bâtiments d'habitation.

D'autre part, afin d'offrir plus de capacité d'évolution des bâtiments existants sans pour autant engendrer nécessairement une plus grande consommation d'espaces naturels, il est proposé d'accepter des extensions de 100 m² d'emprise au sol au lieu de 100 m² de surface de plancher.

En effet, la règle existante permet d'ores et déjà de créer une emprise au sol de 100 m², la nouvelle règle offre simplement la possibilité d'augmenter la surface de plancher.

Toutefois, la surface de plancher de l'habitation après extension ne dépassera pas 250 m².

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 2 sera :

ARTICLE N2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

« - Dans les zones N et Nh : les travaux suivants concernant les constructions existantes, à condition qu'il n'y ait plus de bâtiments d'exploitation agricole en activité à moins de 100 mètres :

(...)

- ***l'extension des constructions existantes à usage d'habitation, avec ou sans changements de destination, dans la limite maximale de 100 m² de surface de plancher d'emprise au sol supplémentaire et à condition que la surface de plancher globale après extension ne dépasse pas 250 m² de surface de plancher.*** »

2 - Les dépendances :

L'article 2 de la zone N offre des possibilités de création de dépendances lorsqu'elles constituent un complément fonctionnel à une construction existante. Cet article est rédigé de la manière suivante :

« Dans les zones N et Nh :

- **les constructions à usage de dépendance de 20 m² maximum lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément fonctionnel à une construction existante, »**

D'une part, cette règle est contraire aux dispositions de l'article L151-12 du code de l'urbanisme qui dispose que la possibilité de création d'annexes en zone naturelle n'est admise que pour les bâtiments d'habitation.

D'autre part, il est proposé, comme pour la zone agricole, d'autoriser une surface d'emprise au sol de 50 m² au lieu de 20 m² pour la construction de dépendances.

Cependant, afin de conserver le caractère fonctionnel à l'habitation de l'annexe, celles-ci, seront limitée à 50 m² d'emprise au sol, elles devront s'implanter à une distance maximale par rapport au bâtiment d'habitation de 30 m et elles seront limitées à 3,50 m de hauteur

La nouvelle rédaction de cette partie de l'article 2 sera :

ARTICLE N2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

« Dans les zones N et Nh :

- **Les constructions à usage de dépendance de ~~20~~ 50 m² d'emprise au sol maximum lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément fonctionnel à une construction existante à usage d'habitation. Celles-ci devront être implantées dans un rayon de 30 m autour de l'habitation existante, ne pas dépasser 50 m² d'emprise au sol et mesurer 3,50 m de hauteur à l'égout du toit maximum.**

- (...) »

Il s'agit ainsi d'harmoniser les règles pour l'aménagement et l'extension des bâtiments à usage d'habitation entre la zone A (agricole) et N (naturelle), dans le cadre du nouvel article L 151-12 du code de l'urbanisme issu de la loi Macron qui dispose que :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, **les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

La nouvelle rédaction proposée répond aux critères du code de l'urbanisme de la manière suivante :

- Densité : emprise au sol limitée à 50m²
- Implantation : dans un rayon de 30 m autour de l'habitation existante
- Hauteur : 3,50 m maximum

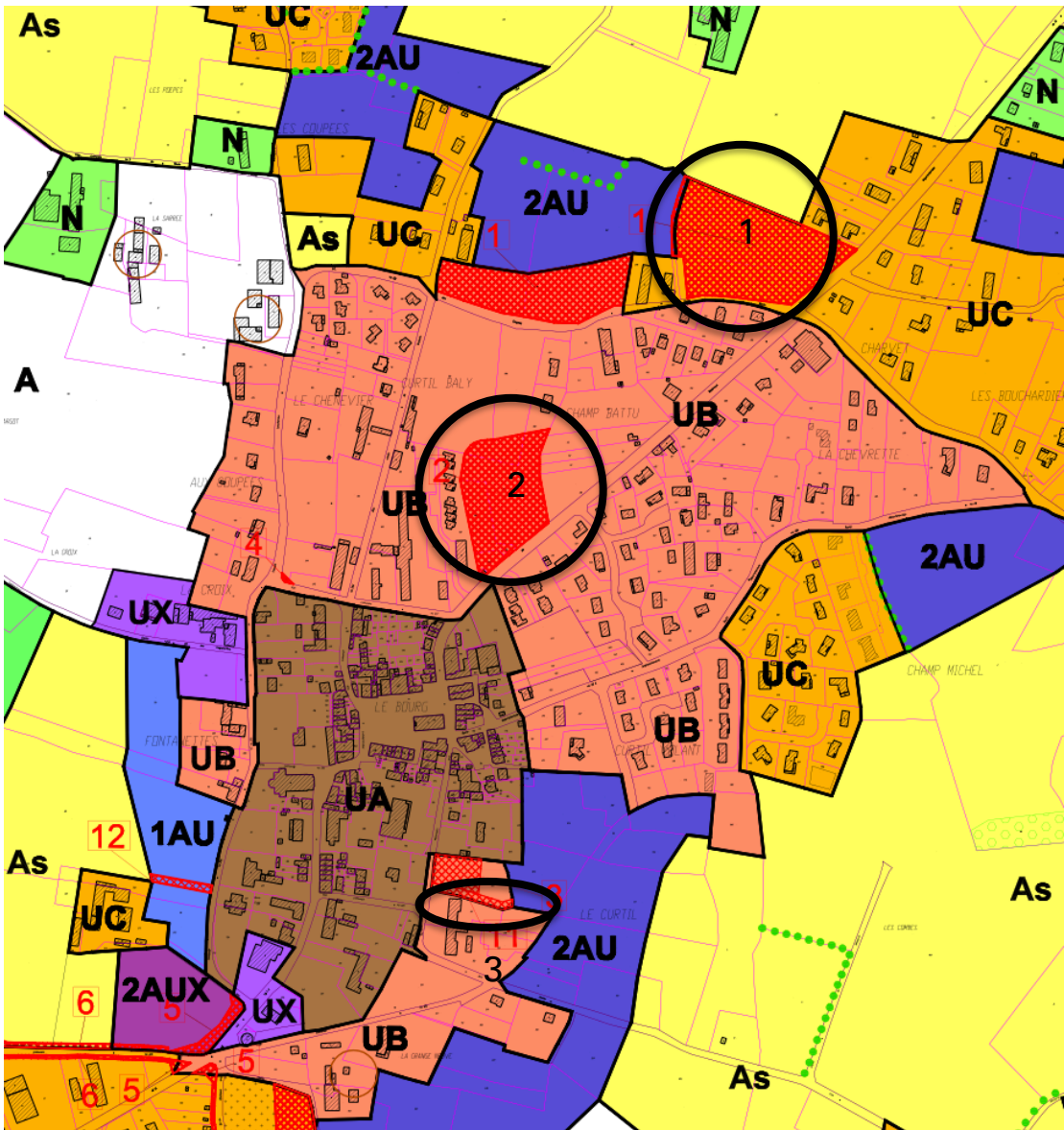
Modification du Zonage

Les besoins identifiés au moment du choix de la création d'emplacements réservés sur la commune de **FOISSIAT** ne semblent plus pertinents aujourd'hui. Le plan de zonage sera donc repris afin de supprimer tout ou partie de certains emplacements réservés.

Il s'agit des modifications suivantes :

- 1 - Suppression d'une partie de l'emplacement réservé n°1 « aménagement d'espaces de sport et de loisirs ».
- 2 - Suppression de l'emplacement réservé n°2 « aménagement d'un espace vert public ».
- 3 - Suppression de l'emplacement réservé n°11 « création d'un accès pour la zone d'urbanisation future 2AU ».

Extrait du plan de zonage



Modification de la Liste des Emplacements Réservés

La liste des emplacements réservés est modifiée de la manière suivante :

N°	DÉSIGNATION	BÉNÉFICIAIRE	SURFACE APPROXIMATIVE	MODIFICATIONS PROJETÉES
1	Aménagement d'espaces de sport et de loisirs	Commune	25 715 m2	Suppression de la partie Est
2	Aménagement d'un espace vert public	Commune	10 056 m2	Suppression totale
3	Aménagement d'une aire de stationnement (80 places) pour la salle Multimédia	Commune	1650 m2	Conservé
4	Aménagement du carrefour VC 127/126	Commune	52 m2	Conservé
5	Aménagement du carrefour du château d'eau	Commune	1 518 m2	Conservé
6	Élargissement de la VC1 (route de Jayat)	Commune	28 630 m2	Conservé
7	Élargissement de la VC205 (route d'Étrez)	Commune	13 148 m2	Conservé
8	Élargissement de la VC206 (route de Lescheroux)	Commune	7 528 m2	Conservé
9	Extension Nord-Est du cimetière communal	Commune	3 710 m2	Conservé
10	Extension sud du cimetière communal	Commune	7 928m2	Conservé
11	Création d'un accès pour la zone d'urbanisation future 2AU	Commune	711 m2	Suppression totale
12	Création d'un accès sur zone agricole à l'arrière des Fontanettes	Commune	491 m2	Conservé

Conclusion

La modification proposée, conformément à l'article L.153-41 et suivant vise seulement à faire évoluer le règlement littéral du PLU.

Elle ne modifie donc pas l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme.

Elle ne réduit pas d'espace boisé classé, ni de zone agricole ou forestière.

Elle ne réduit pas une protection édictée en raison de risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels...

Elle a pour conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction au sein des zones A et N.

Elle est donc conduite dans le cadre de la procédure de modification prévue par l'article L153-41.

Les pièces du présent dossier pour la **modification N°3** du PLU de la commune de **FOISSIAT** sont :

- 1°/ Additif au rapport de présentation, présentant les raisons de la modification et l'évolution du règlement littéral, du zonage et de la liste des emplacements réservés du PLU.
- 2°/ Un extrait du règlement présentant les corrections envisagées pour les zones UX, 1AUX, A et N.
- 3°/ Un extrait du zonage avant et après modifications.
- 4°/ La liste des emplacements réservés présentant les corrections envisagées.

Après notification aux personnes associées, l'ensemble de ce dossier sera soumis à enquête publique.